

# MOBILISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET POLITIQUE ECONOMIQUE DANS LE VIETNAM CONTEMPORAIN

**X. Oudin**

U.R. Travail et Mondialisation, IRD, Université de Montpellier I

Une question majeure pour tout pays est la prise en charge des inactifs par les actifs. Les sociétés s'organisent pour que ceux qui travaillent puissent assurer l'éducation des jeunes, garantir des soins pour tous, notamment aux plus âgés, prendre en charge la sécurité du pays, financer les services collectifs. Différents types d'organisation sociale sont mis en place pour répondre à ces impératifs<sup>1</sup>. Quelles que soient les solutions mises en œuvre pour assurer ces droits fondamentaux, la charge des inactifs dépend beaucoup de la structure démographique (rapport entre différentes classes d'âges), de facteurs sociaux et culturels qui régissent l'activité des hommes et des femmes, de l'organisation du travail et du rôle des institutions qui interviennent dans le processus de mise au travail. Des choix politiques définissent les priorités et l'allocation des ressources collectives, le partage de ces charges entre le public et le privé, l'état et les familles ou les individus eux-mêmes, en fonction des contraintes de ressources.

Dans ce chapitre, nous examinons comment la République Socialiste du Vietnam, réunifiée depuis 1976, a dû faire face à ces contraintes et les

---

<sup>1</sup>. Cette question est au cœur de la problématique de l'Unité de Recherche *Travail et Mondialisation* de l'IRD. Le document fondateur de cette UR décline cette problématique selon trois axes qui sont la mobilisation de la main-d'œuvre, la prise en charge des inactifs (systèmes de protection sociale) et les régimes de croissance qui en résulte. Un quatrième axe, *la société mondiale de la connaissance*, a été ajouté récemment.

solutions qu'elle a successivement adoptées. C'est une période de forte croissance de la population, de reconstruction d'un pays dévasté, de guerres (avec la Chine en 1979, au Cambodge jusqu'en 1988) et de tensions internationales. A la fin de la guerre, le pays arrive difficilement à nourrir sa population, et il faut les subventions des pays du COMECON pour assurer le minimum vital. Certaines provinces connaissent des périodes de famine. Ces difficultés amènent le gouvernement à adopter une nouvelle politique économique à la fin des années quatre-vingts, ce qui entraîne des changements considérables dans les conditions de mise au travail de la population et dans la gestion de la charge des inactifs.

L'axe central de notre approche est l'analyse du rapport entre inactifs et actifs, ou taux de dépendance, au cours des trente dernières années, les causes de l'évolution de ce rapport et l'effet des politiques mises en œuvre. Le cadre analytique est celui de la transition démographique, plus précisément la transformation de la structure par âge de la population sous l'effet des changements de la fécondité et de la mortalité. Nous expliquons dans un premier temps comment l'évolution démographique pèse sur l'offre de travail. Dans un deuxième temps, nous considérerons les comportements d'activité induits par l'évolution démographique, et comment se modifie la charge des inactifs pour les actifs. Nous examinons enfin les effets des politiques de mise au travail.

## **I.- Transition démographique et offre de travail**

### **1. Croissance démographique et croissance économique**

La littérature économique a pendant longtemps considéré la croissance de la population comme une variable exogène dont l'influence sur la croissance économique était analysée en dehors de toute considération quant aux caractéristiques de la population. La croissance du travail était considérée comme égale à la croissance de la population dans son ensemble. C'est notamment le cas du modèle générique de croissance de Solow. Cela revient à admettre qu'il n'y a ni changement de la structure de la population par âge lorsque celle-ci augmente, ni actions institutionnelles ou phénomènes culturels, économiques, sociétaux qui agissent sur les conditions de la mise au travail des nouvelles classes d'âges. Or, ni l'une ni l'autre de ces hypothèses ne sont acceptables, au moins dans des périodes couvrant les quelques décennies qui nous intéressent. Si, dans les pays où la croissance démographique est très faible, les phénomènes démographiques ont moins de poids pour expliquer les variations de

l'offre de travail, il n'en va pas de même dans les pays à forte croissance démographique, ce qui est le cas des pays en voie de développement dans leur ensemble et du Vietnam dans les trois dernières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle.

Les effets de la croissance rapide de la population de nombreux pays au XX<sup>ème</sup> siècle n'ont bien sûr pas échappé à l'attention des démographes et des économistes. Plus particulièrement, la charge qu'une population jeune et nombreuse qu'il faut nourrir et éduquer fait peser sur les faibles ressources des pays en voie de développement est dénoncée depuis longtemps par de prestigieux démographes comme Coale et Hoover (1958) ou Savvy (1963). La question est alors de réduire les naissances, d'autant plus que les pays riches s'estiment menacés par la démographie galopante des pays du Sud. Le cadre de pensée reste malthusien, l'accent étant mis sur l'inégale progression des ressources et celle de la population. C'est ce qui inquiétait déjà le géographe Pierre Gourou à propos du delta du Fleuve Rouge au Nord-Vietnam en 1936 (Gourou, 1936).

La chute de la fécondité plus ou moins rapide selon les régions du monde, mais quasi généralisée, contribue à changer les termes du débat. La crainte d'une croissance exponentielle infinie de la population s'estompe et fait place à une vision plus optimiste des effets de la croissance démographique sur le développement économique. Les succès des pays d'Asie de l'est, qui ont tous connu puis maîtrisé une croissance démographique rapide, contribuent à ce changement de perspective : les effets positifs de la croissance démographique sont alors soulignés (Ogawa, Jones et Williamson, 1990).

Pendant, le rapport entre actifs et inactifs ou, pour les démographes, celui entre population d'âge actif et le reste de la population (jeunes et vieux), n'apparaît pas central dans les théories démo-économiques jusqu'à une date récente, ni même dans les théories du développement qui pourtant accordent une certaine place aux évolutions démographiques. La synthèse de la Banque Mondiale sur les succès de plusieurs pays asiatiques, si elle prend largement en compte les facteurs humains, ne mentionne pas les changements de structure par âge de la population (World Bank, 1993).

L'étude des effets des changements de la structure des populations sur l'économie est donc récente. Cela revient à admettre que différents profils de croissance démographique (par baisse de la mortalité infantile, hausse de l'espérance de vie, ou encore selon différents comportements en matière de fécondité) ont une influence différente sur l'économie. Dès lors, ce n'est plus la croissance d'une population dans son ensemble que

l'on considère, mais la croissance de ses différentes composantes séparément. Alors que l'on n'arrivait pas à établir une relation claire entre croissance de la population et croissance économique, la prise en compte de la structure par âge de la population donne des résultats plus probants. C'est la croissance de la population d'âge actif qui semble avoir un effet positif sur la croissance économique, tandis que la croissance de la population hors âge actif, c'est-à-dire de moins de 15 ans ou de plus de 60 ans, aurait l'effet inverse. Si l'on intègre ces différentes composantes dans des modèles de croissance, on peut obtenir des résultats sensiblement différents aux modèles qui ne prennent en compte que la croissance de la population dans son ensemble<sup>2</sup>.

Cette approche est particulièrement pertinente dans les situations de transition démographique, c'est-à-dire des périodes où la fécondité et la mortalité, avec d'autres variables démographiques, connaissent des variations importantes. La transition démographique est définie comme le passage d'une population à haute fécondité et haute mortalité à un état où ces deux variables se stabilisent à un niveau bas. Dans l'intervalle, la structure par âge de la population est fortement modifiée.

On peut retenir deux phases dans la transition démographique. Comme la mortalité, notamment la mortalité infantile, baisse avant la fécondité, la population jeune augmente fortement dans un premier temps. La pyramide des âges est alors évasée vers le bas. Lorsque la fécondité baisse, les nombreuses classes d'âges nées dans la période précédente arrivent en âge de travailler, tandis que la part des plus jeunes diminue. Pendant cette période, dont la durée dépend de la vitesse de la chute de la fécondité qui a précédé, la population d'âge actif augmente plus vite que la population hors âge actif. La pyramide des âges se rétrécit vers le bas tandis que s'amorce un vieillissement de la population.

La population du Vietnam est en période de transition, plus précisément dans la seconde phase au cours de laquelle la fécondité (l'indice synthétique de fécondité) chute rapidement, passant de 6 enfants par femmes en 1980 à trois en 1999 (UNDP, 2001). La baisse de la natalité est relativement récente : le taux brut de natalité est estimé à 19,9 ‰ pour 1998-1999 contre 33,5 ‰ pour 1979-84 (Central Census Steering Committee, 2000). Depuis 1995, la pyramide des âges commence à se rétrécir vers le bas ; le nombre d'enfants dans les cohortes les plus jeunes est inférieur à celui des cohortes qui les précèdent.

---

<sup>2</sup>. Voir par exemple Blanchet (1991), Barro et Sala-i-Martin (1993). Ces modèles font évoluer le facteur travail plus rapidement que la population totale.

## 2. Le taux de dépendance démographique

En démographie, le rapport entre population d'âge non actif (moins de 15 ans et plus de 59 ou 64 ans) et population d'âge actif est le taux de dépendance. Pendant la première phase de la transition, le taux de dépendance augmente puisque les jeunes sont très nombreux. Dans la seconde phase, la dépendance diminue lorsque ces nombreuses cohortes arrivent à l'âge de travailler tandis que la fécondité a diminué. Considérer l'évolution des taux de dépendance revient donc à s'intéresser à l'effet des taux de croissance non plus de la population dans son ensemble, mais de deux sous-populations, indépendamment l'une de l'autre.

Dans une étude sur 78 pays, Bloom et Williamson (1999) concluent que la croissance du nombre d'individus d'âge actif (15-59 ans) a un effet favorable sur la croissance (toutes choses égales par ailleurs) mais que la croissance du nombre de dépendants a l'effet inverse. Lorsque la population d'âge actif croît plus vite que celle des dépendants ou, ce qui revient au même, que le taux de dépendance baisse, il y a une croissance économique supplémentaire, chiffrée par les auteurs pour les pays de l'Asie de l'est de 2 à 4 % selon les cas et selon les autres hypothèses retenues<sup>3</sup>. Une part de la croissance économique résulte directement de l'augmentation plus rapide de la population en âge de travailler. C'est donc lors de périodes particulières de l'histoire que les changements démographiques ont un effet favorable sur la croissance économique, notamment lors de la seconde phase de la transition démographique.

Le Vietnam est entré dans cette période favorable. En 1979, les 15-59 ans représentent 50,5 % de la population. Ils passent à 53,7 % au recensement de 1989 et à 58,8 % en 1999. Entre ces deux dernières dates, la population d'âge actif s'est accrue de plus de 10 millions de personnes, à un rythme de 2,7 % par an, tandis que la population d'âge non actif augmentait de moins de 2 millions de personnes, à un rythme annuel de 0,5 %. Ce changement dans la structure par âge induit une baisse du taux de dépendance démographique, de 90 personnes de moins de quinze ans ou soixante ans et plus pour cent d'âge actif en 1979 à 65 en 1999<sup>4</sup>. Cette baisse est due à la chute de la fécondité et à la baisse du nombre de jeunes. Les moins de quinze ans qui représentaient 43 % de la population en 1979 n'en constituent plus que le tiers (33,1 %) en 1999.

---

<sup>3</sup>. C'est le même ordre de grandeur que ce que nous avons trouvé pour la Thaïlande (Oudin, 2002).

<sup>4</sup>. Calculé d'après les résultats des recensements démographiques de 1979, 1989 et 1999.

## II.— Taux d'activité et dépendance

En réalité, c'est la croissance du nombre de travailleurs qui a un effet favorable sur la croissance économique. Les auteurs cités précédemment font l'hypothèse que le travail augmente au même rythme que la population d'âge actif ; cette dernière variable n'est qu'une *proxy* du travail. Or, toute la population de 15 à 64 ans n'est pas active. De plus, les taux d'activité, c'est-à-dire la proportion des individus de différentes catégories de la population qui participent à la population active, ne sont pas indépendants de l'évolution démographique. La variation de la structure de la population induit des changements de comportement dans toutes les sphères de la société et en particulier dans le travail. Par exemple, la baisse de la fécondité permet en général aux femmes de participer davantage au marché du travail. Au niveau de la famille, on constate des changements importants lorsque la famille se réduit. Les enfants ne sont plus considérés comme une force de travail mais, au contraire, poussés à faire des études. La durée moyenne de scolarité tend à s'allonger et l'entrée sur le marché du travail en est retardée. Ceux qui commencent à travailler sont en moyenne mieux formés et la qualité du travail s'améliore. Le vieillissement de la population et la proportion croissante de personnes âgées posent le problème de leur prise en charge par les familles ou par la collectivité, mais aussi modifie la pyramide des carrières, la transmission des patrimoines, etc.

L'urbanisation progressive modifie également les comportements vis-à-vis du travail, les profils d'activité étant très différents dans les villes et dans les campagnes. L'urbanisation contribue en général à une baisse moyenne de l'activité, à l'exception de certaines classes d'âges chez les femmes dont le taux d'activité augmente parallèlement à la baisse de la fécondité.

Les changements démographiques n'ont pas seulement un effet mécanique sur le nombre d'actifs ; ils sont à l'origine de changements dans les comportements qui dépendent également d'autres facteurs. C'est un enchevêtrement de phénomènes qui va bien au-delà des modifications de la fécondité et de la mortalité.

### 1. Evolution des taux d'activité au Vietnam

Au Vietnam, les taux d'activité par âge, sexe et milieu (urbain et rural) sont donnés par les recensements depuis 1989. Avant cette date, on ne dispose pas d'information sur les taux d'activité ventilés par catégories de population. Nous présentons ci-dessous les taux d'emploi, qui sont les

taux d'activité moins les taux de chômage. Cela est cohérent avec notre analyse de la dépendance économique qui repose sur le ratio de personnes réellement à charge sur les actifs ayant un emploi. Les chômeurs étant à charge des actifs occupés, nous les traitons ici comme des inactifs, alors que, selon les définitions internationales, ils sont en principe comptés avec les actifs.

Tableau 1 : Taux d'emploi, 1989 et 1999

	1989	1999
Population totale	65 996	76 323
Population de 15 ans et +	40 716	51 051
Population active employée	28 745	36 420
Taux brut d'emploi brut	43,6	47,7
Taux d'emploi 15+	68,8	70,0
Taux d'emploi féminin 15+	66,0	64,2
Taux d'emploi agricole ( % population employée)	72,7	67,3

Source : GSO (annuel) et GSO (2001).

Alors que la population de plus de quinze ans augmente de plus de 10 millions de personnes, la population employée n'augmente que 7,7 millions de personnes. Les taux d'emploi masculins sont stables (71,6 % de la population de 13 ans et plus), mais les taux féminins connaissent une baisse sensible, de 66 à 64,2% et, pour la population féminine de 15 à 59 ans, de 67 à 62 %. Il faut cependant souligner que les taux d'activité des femmes restent extrêmement élevés au Vietnam, ce qui s'explique d'une part, par l'économie rizicole, très consommatrice de main-d'œuvre, et, d'autre part, par l'économie de guerre qui obligeait les femmes à remplacer les hommes partis au front. Cas unique au monde, les femmes furent à un moment plus nombreuses que les hommes dans la population active. Actuellement, elles sont plus nombreuses que les hommes dans l'agriculture.

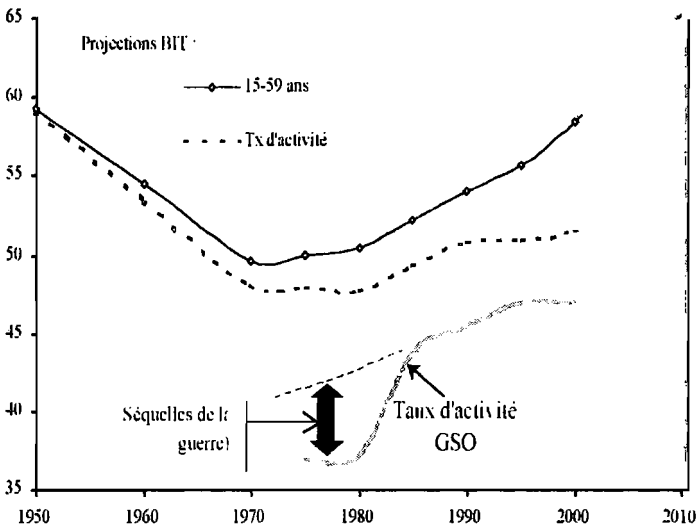
La moindre activité des femmes va de pair avec la baisse de la fécondité et la hausse du niveau d'éducation, ce qui est contraire à la plupart des observations faites dans le monde à ce sujet. Le retrait relatif des femmes du monde du travail au Vietnam s'expliquerait par le changement de l'environnement économique à la suite des réformes. La fin de la gratuité des crèches et jardins d'enfants aurait contraint de nombreuses femmes à ne plus travailler pour s'occuper de leurs enfants. Il est cependant probable que les femmes souffrent également d'une contraction relative de la

demande de travail. Par exemple, les femmes ont été plus nombreuses que les hommes à perdre leur emploi lors de la restructuration des entreprises publiques.

La baisse des taux d'activité est très marquée chez les jeunes : le taux d'activité diminue de moitié chez les 13-19 ans, en raison d'une meilleure scolarisation. Avec l'allongement de la scolarité, l'âge moyen d'entrée sur le marché du travail recule et le travail des enfants de moins de 15 ans se raréfie. De plus, le chômage diminue considérablement dans cette tranche d'âge. Les taux d'emploi baissent de 10 points pour les jeunes hommes comme pour les jeunes femmes, et s'établissent en 1999 respectivement à 34 et 39% des effectifs de la tranche d'âges 13 à 19 ans.

L'activité des 60 ans et plus est également en diminution. De plus en plus de personnes âgées cessent de travailler à partir d'un certain âge même si l'âge légal de la retraite (55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes) ne s'applique qu'à une minorité de la population active. De nombreuses personnes à la retraite ont cependant une activité économique.

Graphique 1 : Taux d'activité et population par âge, 1950-2010



Sources : ILO (1995) ; GSO (annuel).



Le graphique 1 montre l'évolution en 50 ans de la part de la population d'âge actif et des taux d'activité bruts. Nous avons un taux d'activité estimé par le BIT, qui reprend des données observées dans le passé et les extrapole en fonction d'un modèle de développement, et les données enregistrées par la Statistique Vietnamiennne (GSO). Une part grandissante de la population d'âge actif ne travaille pas et ne cherche pas à travailler, tandis que le nombre d'actifs qui ne sont pas d'âge actif (enfants de moins de 15 ans et personnes âgées de plus de 60 ans) diminue considérablement. Ces évolutions expliquent que la courbe des taux d'activité s'éloigne progressivement de celle de la proportion des 15-59 ans dans le graphique 1. Ces changements sont beaucoup plus rapides que ne le prévoyait le BIT puisque le taux brut d'activité (GSO) est en réalité 5 points en dessous de celui estimé par le BIT. Non seulement le BIT ne prend pas en compte les conséquences de la guerre sur le taux d'activité, mais il sous-estime la vitesse des changements de comportements qui accompagnent l'évolution économique et démographique. La baisse d'activité des jeunes est probablement plus rapide qu'attendue et celle des femmes un phénomène imprévu.

Malgré la baisse des taux d'activité des femmes, des jeunes ou des plus de 60 ans, la part de la population active occupée dans la population totale (taux brut d'emploi) continue à augmenter, de 44 % en 1989 à 48 % en 1999. En effet, la part de la population de moins de treize ans a diminué, ce qui fait plus que compenser la baisse des taux d'activité par âge et par sexe<sup>5</sup>. Les jeunes sont plus nombreux à l'école et davantage de femmes ne travaillent pas, mais les nouveaux venus sur le marché du travail sont très nombreux.

## 2. La dépendance économique

Sur le plan macro-économique, la croissance de la population active, donc de l'offre de travail, dépend de l'arrivée de nouvelles classes d'âges sur le marché du travail d'une part, de changements comportementaux et institutionnels vis-à-vis du travail que traduisent les variations des taux d'activité d'autre part. Si le nombre de nouveaux arrivants sur le marché du travail dépend de la fécondité de la génération précédente, les caractéristiques institutionnelles de ce marché, la politique économique en vigueur et, bien sûr, la demande de travail influent sur le volume et la qualité de l'offre de travail à un moment donné, et retardent ou amplifient

---

<sup>5</sup>. Par convention, suivant en cela les recommandations du bureau des statistiques du BIT, la population de moins de 13 ans est comptée comme inactive.

ainsi les effets démographiques<sup>6</sup>. Les analyses démo-économiques négligent ces évolutions, bien que certaines soient directement liées à des changements de variables démographiques. Nous constatons que les changements de comportements lors de la transition démographique sont importants et ne sauraient être négligés.

Les changements de la composition de la population par âge et ses effets sur le marché du travail sont souvent analysés à travers des taux de dépendance qui sont, nous l'avons vu, le rapport entre différentes classes d'âges. Toutefois, le simple rapport entre classes d'âges inactifs et classes d'âges actifs, c'est-à-dire un indicateur de structure de la population, ne donne pas une bonne image de la charge réelle des dépendants pour les actifs. Nous préférons considérer un taux de dépendance *économique*, qui est le rapport entre population non employée et population employée, c'est-à-dire le nombre de personnes à charge pour 100 qui ont une occupation et un revenu. Sachant que l'activité n'est enregistrée que pour la population de plus de 12 ans et que les chômeurs sont comptés dans la population active alors qu'ils sont à la charge de la société, la dépendance économique est définie comme suit :

$$\frac{\text{Population} < 13 \text{ ans} + \text{inactifs}^7 + \text{chômeurs}}{\text{Population employée} (= \text{population active} - \text{chômeurs})} * 100$$

La baisse des taux de dépendance ou, ce qui revient au même, la hausse des taux bruts d'activité, c'est-à-dire une croissance de la population active plus rapide que la croissance de la population totale, entraîne une croissance du PIB même en l'absence de croissance de la productivité horaire ou individuelle. Pour les pays en voie de développement, cela signifie une possibilité de croissance sans apport massif de capital. En principe, un investissement qui maintient le capital à niveau constant est suffisant pour assurer la croissance.

<sup>6</sup>. Nous adoptons ici une définition restrictive de l'offre de travail qui est l'accroissement annuel en volume de la population active. En principe, il faudrait étudier séparément les entrants et les sortants du marché du travail, pour lesquels il conviendrait d'adopter une démarche similaire : importance relative des classes d'âges concernées, émigration, facteurs institutionnels comme la gestion des retraites et l'âge légal de cessation d'activité, etc.

<sup>7</sup>. Elèves, étudiants, hommes et femmes au foyer, retraités, invalides, autres, de treize ans et plus.

Cette situation a d'autres effets macro-économiques favorables. La proportion moindre de dépendants réduit les charges de santé et d'éducation relativement au nombre de travailleurs. Si les dépenses de santé et d'éducation restent constantes en pourcentage du PIB quand le taux de dépendance baisse, l'investissement par personne dépendante augmente. Le niveau moyen d'éducation des enfants s'améliore donc, soit en quantité (l'éducation s'étend à tous et la durée de la scolarité augmente), soit en qualité, soit les deux, ce qui prépare le pays à la période suivante où une hausse de la productivité individuelle devra compenser le ralentissement de la croissance de la population active.

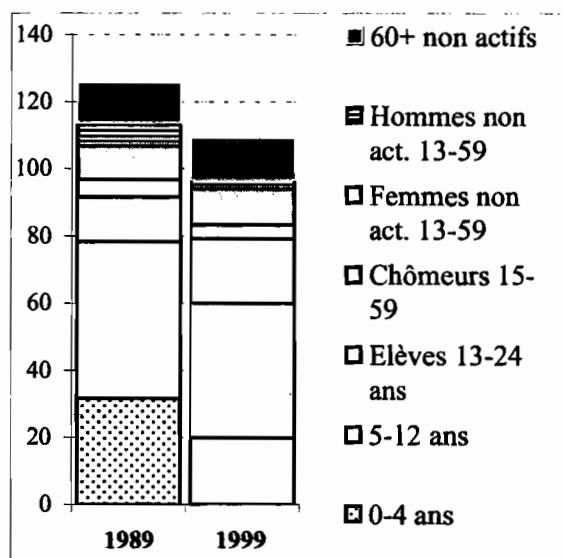
Enfin, la baisse des taux de dépendance favorise l'épargne ou bien le maintien de bas salaires voire une baisse des rémunérations réelles. Sachant que ce sont les mêmes personnes qui travaillent et épargnent, une plus grande proportion d'actifs employés a tendance à favoriser l'épargne au niveau national. Avec des revenus constants, les travailleurs qui ont moins de personnes à charge seront incités à épargner davantage (Williamson, 1993). Cette poussée de l'épargne a été très importante dans les pays d'Asie du sud-est lors de la période de transition démographique et a été un des principaux facteurs des réussites économiques de la Corée du Sud ou de la Thaïlande.

Si les revenus par famille restent constants, cela signifie que la rémunération réelle des travailleurs peut baisser. Au Vietnam, où les taux de dépendance économique sont passés de 170 à 110 en vingt ans, une baisse des rémunérations réelles de près de 20 % permettrait le maintien du niveau de vie. Si un revenu de 1000 permet de faire vivre 100 travailleurs et 170 dépendants, soit 270 personnes en 1976, un revenu de 815 est suffisant pour conserver ce niveau de vie pour 100 travailleurs avec 110 dépendants en 1999. Si l'on tient compte du fait que la consommation des adultes est supérieure à celle des enfants ou, pour simplifier, que la consommation des actifs est supérieure à celle des dépendants, le changement des taux de dépendance entraîne une croissance de la consommation plus rapide que la croissance démographique, puisque le nombre d'actifs s'accroît plus rapidement. Dans le cas du Vietnam, avec l'hypothèse d'une consommation moyenne des actifs supérieure de 50 % à celle des dépendants, la consommation per capita augmente de 4,5 % grâce à l'effet de structure, et c'est donc une baisse de 15 % des rémunérations réelles qui permet un maintien de la consommation individuelle moyenne.

### 3. La population dépendante en 1999

Non seulement la population dépendante baisse relativement, mais sa structure change aussi, reflétant les évolutions sociales fondamentales qui accompagnent la transition démographique. La composition de la population dépendante est importante, car elle permet de préciser le type de charge qui pèse le plus sur la société : jeunes enfants, élèves, chômeurs, vieillards, etc. Par exemple, la forte proportion de jeunes d'âge scolaire, qu'accompagne une hausse réelle des taux de scolarisation, nécessite de lourds investissements dans l'éducation. L'Etat vietnamien a renoncé à supporter toute la charge de cet investissement et demande maintenant aux familles de contribuer à cet effort par le biais de frais d'écolage.

Graphique 2 : Nombre de personnes à charge pour 100 actifs occupés, 1989-1999



Source : GSO (annuel) et GSO (2001).

Bien qu'elle augmente rapidement, la population de 60 ans est encore peu nombreuse (7 % de la population en 1979, 8 % en 1999). De plus, un quart des plus de 60 ans travaillent (un tiers des hommes et un cinquième des femmes). Ainsi, la faible charge des anciens, typique d'une population en transition, est-elle encore atténuée par le fait qu'un nombre significatif d'entre eux sont actifs. Le vieillissement progressif de la popula-

tion devrait s'accompagner d'une diminution du taux d'activité de la partie la plus âgée de la population, et donc augmenter la dépendance. Cette diminution est la conjonction de deux phénomènes complémentaires : d'une part, une baisse réelle des taux d'activité à ces âges et, d'autre part, un changement dans la structure de la population âgée, avec une augmentation du poids des classes d'âges les plus élevées. Ainsi, en 1999, les 60-64 ans ne représentent-ils plus que 28 % des 60 ans et plus contre 34 % dix ans auparavant. Entre 1989 et 1999 le taux d'activité des 60 ans et plus baisse de deux points.

Les chômeurs ne constituent qu'une faible partie des dépendants, en baisse entre 1989 et 1999. Alors que les taux de chômage pour certaines catégories de la population sont élevés, pour les jeunes en milieu urbain par exemple, ce n'est pas, à l'échelle du pays, une charge importante. Avant 1989, le chômage n'était pas enregistré. En effet, avant les réformes de 1986, le chômage n'était pas reconnu puisque l'Etat, ou la collectivité, devait fournir un emploi à tous. Les personnes qui ne travaillaient pas étaient considérées comme non actives, mais les activités individuelles ou familiales étaient souvent tolérées. La reconnaissance du chômage à partir de 1986 correspond à une renonciation par l'Etat de la prise en charge de l'offre de travail de ceux qui arrivent en âge de travailler ou de ceux qui ont perdu leur emploi à la suite des restructurations dans les entreprises publiques. Dans l'évolution récente de la population dépendante, les variations du taux de chômage ont moins d'incidence que celles du taux d'activité des femmes ou du taux de scolarisation.

Les élèves et étudiants de plus de 12 ans augmentent relativement rapidement dans la population dépendante, puisque leur nombre double presque. Cette augmentation compense la baisse du nombre des enfants jeunes consécutive à la baisse de la fécondité. En moyenne, si les familles vietnamiennes ont moins d'enfants, elles ont autant de charges qu'il y a 10 ans en raison de l'allongement de la durée moyenne des études. Ce phénomène de compensation traduit une évolution fondamentale de la société. Les ressources des familles sont davantage consacrées à l'éducation des enfants, ce qui est possible car ils sont moins nombreux. Au plan macro-économique, cette évolution devrait se traduire dans le futur par une élévation de la qualité de la main-d'œuvre.

La part des femmes adultes inactives augmente dans la population dépendante, tandis que celle des hommes inactifs diminue. Pour les premières, il s'agit d'un retour à la maison, probablement un signe de changements profonds dans le système de valeurs, en tout cas dans le statut de la femme (Bélangier et Oudin, 2002) ; pour les seconds, c'est le signe que

les séquelles de la guerre (invalidité, interdiction de travailler) ont, avec le temps, moins d'incidence sur l'activité. En 1999, le nombre d'invalides s'est fortement réduit. Les invalides d'âge actif (15-59 ans) sont deux fois moins nombreux qu'en 1989<sup>8</sup>.

L'évolution de la composition de la population dépendante n'est donc pas le simple reflet des évolutions démographiques, mais celui de changements sociaux plus larges.

Le changement de structure par âge de la population, avec une plus forte proportion de personnes en âge de travailler, contribue à une baisse des taux de dépendance et relâche ainsi les contraintes de prise en charge des inactifs par les actifs. Cet effet mécanique de la chute de la fécondité est ce qu'il est convenu d'appeler *bonus démographique* (FNUAP, 2002). Ce changement de structure à lui seul aurait des effets plus importants si, dans le même temps, les taux d'activité ne baissaient pas pour plusieurs catégories de la population. Entre 1989 et 1999, nous pouvons mesurer la différence entre les taux de dépendance potentiels, si les taux d'activité par catégories d'âges, par sexe et par milieu étaient restés inchangés entre ces deux dates, et réels. Si les taux d'activité par catégories de population étaient restés constants, il y aurait eu 1,7 millions de personnes en plus dans la population active employée, et les taux de dépendance auraient été de 100 au lieu de 110 en 1999, comparé à 120 en 1989.

La moitié du bénéfice du *bonus démographique* est donc absorbée par la baisse des taux d'activité, principalement chez les jeunes. En d'autres termes, le changement de la structure démographique ne profite que partiellement à la croissance par l'augmentation du travail. Il est différé doublement, tout d'abord parce que la croissance de la population active ne suit pas celle des classes d'âges concernées, et ensuite parce que ceux qui diffèrent leur entrée sur le marché du travail le font pour mieux se former. Plus de la moitié de la baisse des taux d'activité en 1999 est imputable à une hausse des taux de scolarisation des classes d'âges 15-24 ans.

Il est donc insuffisant de se cantonner à l'effet des changements de structure par âge sur la croissance. Les changements de comportements liés à l'évolution démographique entraînent des phénomènes complexes qui ne peuvent être réduits à une mécanique, mais doivent être analysés dans le cadre de politiques économiques et des rapports sociaux.

---

<sup>8</sup>. Y compris à l'intérieur des cohortes, ce qui dénote un taux de mortalité et/ou un taux de guérison élevé dans la population invalide.

### III.— La mise au travail et la mobilisation de la main-d'œuvre

L'accroissement relatif de la population d'âge actif ne signifie pas forcément que toute cette population sera employée. Les personnes d'âge actif peuvent se retrouver sans travail ou sous-employées, ou encore émigrer<sup>9</sup>. Elles peuvent différer leur entrée en activité en continuant leurs études ou renoncer à une activité pour se consacrer au travail domestique. Le changement de structure par âge de la population n'amène donc pas forcément la croissance par une augmentation mécanique du facteur travail. Elle contribue à créer une situation plus favorable, mais il faut une politique économique adéquate pour que ces avantages se réalisent. Il reste donc à expliquer comment et pourquoi les personnes d'âge actif accèdent à un travail et à un revenu. Nous appelons ce phénomène la *mise au travail* et le processus de mise au travail la *mobilisation de la main-d'œuvre*.

La mise au travail est le produit de trajectoires individuelles, de contextes familiaux et sociaux, de politiques économiques. De l'esclavage, c'est-à-dire la mise au travail forcé, au salariat et au travail indépendant, de multiples formes de mises au travail existent. La mise au travail est un élément constitutif des systèmes économiques ou, pour reprendre la terminologie marxiste, des modes de production et constitue donc une expression des rapports sociaux. Dans une économie de marché, le mode normal de mobilisation du travail est le salariat, par le biais du marché. Pour une qualification donnée ou des compétences attendues, un salaire est proposé ou discuté. Les salaires, comme les conditions de travail, sont l'enjeu de luttes sociales. Dans une économie où les moyens de production sont collectivisés et la gestion des ressources planifiée, la mobilisation du travail consiste en une affectation de la main-d'œuvre à des postes définis par les entreprises publiques ou les organes de planification. Bien qu'elle soit planifiée, l'économie socialiste semble moins à même de réguler les flux démographiques, c'est-à-dire l'afflux

---

<sup>9</sup> L'analyse et les données présentées ici ne tiennent pas compte des non résidents. Or, les travailleurs émigrés qui soutiennent leur famille restée au Vietnam participent à la prise en charge des inactifs. Cette participation des Vietnamiens émigrés, qu'ils soient des travailleurs envoyés par le gouvernement dans le cadre d'accords avec d'autres pays ou des Viet Kieu (Vietnamiens de l'extérieur) qui envoient de l'argent à leur famille est importante mais difficile à évaluer. Elle est en tout cas concrètement visible par les constructions de maisons clinquantes dans la périphérie des grandes villes vietnamiennes. D'après l'enquête VLSS, une famille sur quinze reçoit des subsides de l'extérieur ; en milieu urbain, une famille sur six bénéficie de dons de l'extérieur (GSO, State Planning Committee, 1999).

d'offre de travail par l'arrivée à l'âge de travailler de cohortes nombreuses. Tandis que le marché, par les hausses et baisses de salaires réels, peut attirer ou décourager les travailleurs potentiels, l'économie socialiste ne peut créer de nouveaux postes que par des investissements massifs, ce qui suppose qu'une épargne importante soit dégagée pour cet objectif. Cependant, la propriété collective des moyens de production n'interdit pas que les mécanismes du marché soient introduits comme moyen de régulation, au moins par les prix. C'est le cas de l'expérience actuelle du Vietnam, comme de son grand voisin la Chine.

Dans les économies libérales comme dans les économies socialistes, il existe un secteur d'entreprises individuelles ou familiales, dont les mécanismes de mise au travail ne dépendent ni du marché (au moins directement par le biais des salaires), ni de l'investissement public. La capacité de développement de ce secteur dépend de l'épargne familiale, de la demande globale et de divers facteurs institutionnels. Sa capacité à absorber le surplus d'offre de travail, particulièrement dans des situations de transition démographique et d'exode rural est soulignée par de nombreux auteurs (par exemple Todaro, 1980).

Depuis un demi-siècle, le Vietnam a connu des expériences diversifiées, antagonistes ou juxtaposées, de mobilisation de la main-d'œuvre. En 1954, la République Démocratique du Vietnam (Nord Vietnam) s'engage dans une socialisation des moyens de production sur tout son territoire. En 1962, la quasi-totalité des moyens de production, c'est-à-dire l'ensemble des exploitations agricoles, les entreprises capitalistes et artisanales, le commerce et le transport sont collectivisés (Vo Nhan Tri, 1967). La même politique est adoptée en 1976, un an après la libération de Saigon, pour le Sud Vietnam. Le pays est alors exsangue et doit être reconstruit. Les séquelles de la guerre, ainsi que l'attitude des dirigeants vis-à-vis des vaincus, exacerbent les difficultés. Cela amène à une série de réformes qui, en décembre 1986, aboutit à un changement radical de la politique de mise au travail, avec l'acceptation des entreprises familiales et capitalistes, tandis que les subventions aux coopératives sont supprimées.

### **1. Les séquelles de la guerre**

Les séquelles de la guerre contribuent à maintenir les taux d'activité à un faible niveau après 1976 et donc des taux de dépendance élevés. Tout d'abord, il y a eu probablement entre deux et trois millions de morts de 1965 à 1975, beaucoup d'entre eux étant des hommes jeunes. Après 1975, les violences politiques et surtout l'exode dramatique de centaines de



milliers de boat people causent une surmortalité qui atteint peut-être un demi-million de personnes, plus souvent d'âge actif et de surcroît qualifiées tandis que près d'un million de personnes émigrent<sup>10</sup>. Les morts comme les émigrés étaient majoritairement des hommes, ce qui explique un taux de masculinité assez faible dans la population vietnamienne de cette époque.

De plus, aux lendemains de la guerre, des centaines de milliers de fonctionnaires du Sud ont été privés de leur emploi et souvent envoyés en camps de rééducation. Les petits patrons du secteur privé, plus particulièrement les commerçants, se sont vus restreindre et parfois supprimer le droit d'exercer une activité. Parallèlement, l'armée vietnamienne continuait à maintenir des effectifs importants, et la guerre au Cambodge allait faire durer cette situation jusqu'en 1988. Au recensement de 1989, les groupes spéciaux d'énumération, qui comprennent essentiellement des militaires, comptent encore plus d'un million de personnes. Un homme de 20 à 25 ans sur huit est alors au service militaire.

Ce déficit de personnes d'âge actif, qui sont surtout des hommes, contribue donc à maintenir des taux de dépendance élevés. Il est encore aggravé par le fort taux d'invalides dans ces mêmes âges. En 1989, le nombre d'invalides ne pouvant travailler est encore estimé à plus d'un million, alors que la population active est de 30 millions de personnes (Bannister, 1994). Il était probablement bien plus important en 1975, à la fin de la guerre.

Ces caractéristiques ajoutent à la situation particulièrement défavorable sur le plan de la structure démographique et expliquent un taux d'activité brut particulièrement faible à la fin des années 1970, illustré dans le graphique 1. Cette situation est à la fois la conséquence des politiques menées, mais aussi la conséquence des politiques de population qui précèdent, c'est-à-dire sans contrôle des naissances ou planning familial<sup>11</sup>.

---

<sup>10</sup>. Ce sont des estimations médianes faites à partir de sources présentées sur le site <http://users.erols.com/mwhite28/warstat2.htm#Vietnam>. Les estimations sur le nombre de boat people proviennent de l'Office des Nations-Unies pour les Réfugiés : 250 000 personnes périrent en mer, et 929 000 trouvèrent refuge à l'extérieur.

<sup>11</sup>. Il y a eu des mesures visant à contrôler les naissances dans la République Démocratique du Vietnam avant 1975 mais ce n'est qu'à partir de 1984, avec la fondation du Comité National pour la Population et la Planification Familiale, qu'une véritable politique de planning familial a été mise en place au niveau national, et que des moyens importants ont été mobilisés pour cette objectif, grâce à l'aide internationale (Vu Qui Nhan, Nguyen Phuong Lan, 2000).

Ainsi, alors que la fin des hostilités aurait dû favoriser une reprise économique grâce à une hausse des taux d'activité par le retour au travail des militaires démobilisés, c'est l'inverse qui se produisit. La politique mise en œuvre n'a pas profité de la démobilisation pour réduire les taux de dépendance, ce qui aurait servi le développement économique. Au contraire, aux coûts de la reconstruction se sont ajoutés des charges très lourdes pour les familles et la collectivité d'enfants, d'invalides et de personnes d'âge mûr interdites de travail.

## **2. La collectivisation des moyens de production**

Les dirigeants de Hanoi furent surpris par la rapidité de la chute du Sud-Vietnam. Ils n'avaient pas de plan pour la gestion du pays. Dans l'euphorie de la victoire, il fut décidé de hâter la socialisation du Sud, sur le modèle du Nord, malgré l'avis contraire de nombreux communistes et membres du GRP<sup>12</sup>. La prise en main politique semble avoir eu la priorité sur les considérations économiques, même s'il ne fait pas de doute que les mesures prises à cette époque visaient à permettre une reconstruction rapide du pays.

Pour les dirigeants vietnamiens, la collectivisation des biens de production, notamment de la terre, répond à un objectif d'efficacité. Elle permet, d'une part, de faire des économies d'échelle en regroupant des unités de trop petite taille et, d'autre part, d'allouer plus efficacement le capital à des activités productives. Les activités commerciales sont considérées comme parasitaires et non productives. Elles sont surtout source de profit, en particulier pour les commerçants chinois, au détriment des paysans, des ouvriers et de l'Etat. La collectivisation permet une mobilisation de la main-d'œuvre répondant à un souci de plus grande justice sociale, en mettant fin à l'exploitation au travail, mais aussi et surtout à un souci de plus grande efficacité. Dans les discours, ces deux aspects sont indissociables (Vo Nhan Tri, 1990 ; Oudin, 1998).

Un an après la réunification du pays, le Vietnam se proclame République Socialiste et instaure rapidement des rapports de production socialistes dans le Sud, à l'instar de la situation prévalant dans le Nord. La principale mesure est la collectivisation des terres et le regroupement des paysans en coopératives. La même politique est menée à l'égard des artisans et des petites entreprises, tandis que les grandes entreprises sont

---

<sup>12</sup>. Gouvernement Révolutionnaire Provisoire, représentant la troisième voie au Sud, et partie prenante des accords de Paris en 1973.

confisquées ou nationalisées. L'industrie, le commerce et les transports passent sous la houlette de l'Etat, des provinces ou des communes.

La collectivisation se solde vite par un échec dans la mise au travail de la population, et singulièrement de la paysannerie. Loin d'accroître l'efficacité, elle contribue au contraire à diminuer les rendements, alors que la population augmente rapidement (de Vienne, 1994). Par ailleurs, comme nous l'avons vu, c'est la période où la structure de la population par âge est la plus défavorable, et les taux d'activité tombent au plus bas.

Au début de l'année 1979, lors de la guerre avec la Chine et de l'invasion du Cambodge, la situation économique du Vietnam est catastrophique. La baisse de la production dans le delta du Mékong en raison de la collectivisation forcée ainsi que des inondations pose de sérieux problèmes que seule l'aide soviétique permet de résoudre. A cette époque, à peine plus d'une personne sur trois travaillent.

Le ralentissement de la fécondité amène cependant le pays à une situation démographique plus favorable. En corollaire, l'arrivée à l'âge adulte des générations nombreuses nées avant la baisse de la fécondité fait exploser l'offre de travail. Celle-ci est accélérée par la reprise d'activité d'anciens soldats ou prisonniers des camps. A partir de 1980, on assiste à une croissance très rapide des taux d'activité (voir graphique 1).

La collectivisation telle qu'elle a été menée au Vietnam correspond à une économie de guerre, c'est-à-dire une société où la croissance de la population d'âge actif alimente en premier lieu l'armée, tandis que l'économie s'ajuste sur les capacités de travail disponibles. Cela explique également l'évolution du statut de la femme dans différentes périodes de l'histoire contemporaine du Vietnam, selon le besoin de main-d'œuvre. Cette forme de mise au travail devient inadaptée lorsque les jeunes arrivent nombreux à l'âge de travailler.

### 3. Le Doi Moi

En 1986, le Parti Communiste du Vietnam décide un tournant important de la politique économique du pays. C'est le *Doi Moi*, ou renouveau. En plus d'un plan de stabilisation macroéconomique, de l'abandon des subventions aux coopératives et aux entreprises d'Etat, qui se fera progressivement et n'est pas encore achevé en ce qui concerne les entreprises publiques, il ouvre le pays à l'investissement étranger et surtout admet que l'économie soit constituée de plusieurs composantes, y compris capitalistes : secteur public – central ou local–, coopératives, entreprises à capitaux étrangers, secteur capitaliste national et secteur familial. Dans l'immédiat, cela signifie que les ménages peuvent avoir leurs propres

activités économiques, et l'on voit fleurir une multitude de petits commerces tandis que les artisans des coopératives reprennent leur indépendance.

La décollectivisation provoque une croissance très rapide de la production agricole et de la productivité, révélant ainsi les dysfonctionnements passés des coopératives. Même si une partie de la croissance enregistrée n'est due qu'à un effet statistique (sous-enregistrement de la production détournée lors de la période précédente), il est indéniable que la production réelle a fortement augmenté. Une augmentation du volume d'heures travaillées et du nombre d'actifs accompagne cette hausse sans précédent (Dao The Tuan, 1998). Ceci explique que lors des premières années du Doi Moi et au moins jusqu'en 1995, l'exode rural est limité malgré la très forte densité rurale.

La nouvelle politique permet surtout de drainer l'épargne des ménages, dont le besoin se fait cruellement sentir. Alors que l'URSS cesse son aide, le Vietnam ne dispose plus des ressources nécessaires à son développement. Avec le Doi Moi, quatre sources de financement sont sollicitées : l'aide publique internationale, qui va affluer après la levée de l'embargo américain, les investissements directs extérieurs, qui se développent alors qu'un code d'investissement favorable est adopté, l'argent des Vietnamiens de l'extérieur et enfin l'épargne cachée intérieure.

La mobilisation de l'épargne est indissociable de celle de la main-d'œuvre. Dans l'économie socialiste, la quasi-totalité de l'épargne est captée par l'Etat ou les collectivités locales, par la fiscalité ou tout autre moyen, dont, lors de certaines périodes de l'histoire récente du Vietnam, l'intervention policière. En 1975, dans le sud, la démonétisation de la piastre réduit l'épargne de la bourgeoisie à néant. Le discrédit et les risques encourus par toute ostentation de richesse, même très relative, incitent les ménages à cacher leur épargne, même si elle est très modeste. Les transferts de l'extérieur sont lourdement taxés.

Ce sont principalement les entreprises publiques qui sont chargées de drainer l'épargne, leurs bénéficiaires assurant à la fois l'investissement et les revenus de l'Etat. Mais ces entreprises échouent à créer un nombre suffisant d'emplois. Elles ont même des difficultés à payer les salaires de leurs employés et tolèrent que ces derniers produisent à leur propre compte.

Ainsi, l'échec des politiques de mise au travail, c'est-à-dire de création d'emploi par l'Etat, les provinces ou les communes, est-il l'autre face de l'échec de la mobilisation de l'épargne. Par contraste, le succès de la politique du Doi Moi vient, parmi d'autres facteurs, de ce que les restrictions

à l'enrichissement personnel et aux transferts de fonds de l'extérieur ont été levées.

#### 4. L'absorption de la main-d'œuvre

Les difficultés de mise au travail dans le cadre de rapports de production socialistes peuvent être illustrées par l'absorption de main-d'œuvre par secteurs. La politique mise en œuvre à partir de 1976 favorise le retour vers les campagnes des paysans déplacés pendant la guerre, si bien que la part de la population active employée dans l'agriculture augmente pendant dix ans. En même temps, la suppression du secteur privé et l'investissement dans les entreprises publiques favorisent l'emploi dans le secteur public au détriment du secteur privé.

Tableau 2 : Absorption de la main-d'œuvre, 1976-2000 : répartition de la croissance de la main-d'œuvre par secteurs

	1977-1988		1989-1993		1994-2000	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Agriculture	8 827	83,7	2 796	73,3	3437	43,3
Industrie, construction	1 068	10,1	365	9,6	969	12,2
Tertiaire	652	6,2	652	17,1	3531	44,5
Total	10 547	100,0	3 813	100,0	7936	100,0
Croissance annuelle	879		763		1134	

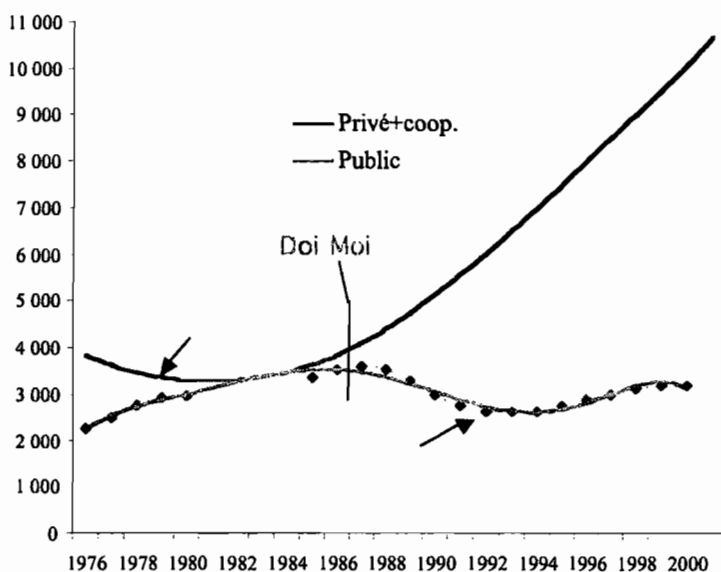
Source : GSO (annuel) ; emploi en milliers.

Jusqu'en 1994, l'offre de travail est absorbée principalement par l'agriculture, et la proportion de la population employée dans l'agriculture sur la population active totale augmente. Cependant, les densités extrêmement élevées des campagnes vietnamiennes et la faible productivité de l'agriculture imposent des limites à cette capacité d'absorption. Le cadre rigide des coopératives, qui freine les initiatives privées et la mobilisation de l'épargne, ne permet plus d'absorber la croissance de l'offre de travail.

Au début des années 1990, lorsque les coopératives sont démantelées et que les subventions aux entreprises d'Etat diminuent, c'est le secteur individuel et familial qui absorbe presque toute la croissance de l'offre de travail. Cette croissance est alimentée non seulement par des jeunes qui quittent l'école, mais aussi par des inactifs qui entrent en activité à leur propre compte. Il s'y ajoute les personnes qui perdent leur emploi dans le secteur public et, dans une faible mesure, l'exode rural et les retours de l'étranger (majoritairement des réfugiés qui rentrent au pays dans le cadre de programmes d'aide au retour).

A cette époque, les effectifs du secteur public diminuent. Ceux qui quittent leur emploi dans le secteur public se divisent en deux parties équivalentes : ceux qui se retirent du marché du travail et deviennent inactifs ou chômeurs, sachant que la différence entre les deux statuts ne dépend que de la perception des individus et non pas de critères institutionnels, et ceux qui intègrent le secteur non étatique, c'est-à-dire une activité informelle.

Graphique 3 : Evolution de l'emploi par secteurs, 1976-2000



Source : GSO (annuel) ; emploi en milliers. Données brutes et tendances.

Entre 1993 et 1996, la mobilité dans son ensemble se réduit. L'hémorragie du secteur public diminue d'intensité et les départs sont de plus en plus compensés par de nouveaux recrutements. C'est cependant toujours le secteur familial qui absorbe l'accroissement de l'offre de travail. Ce secteur donne cependant des signes d'essoufflement, et les espoirs se tournent alors vers le secteur capitaliste, national ou étranger. Si ces entreprises sont très dynamiques, leur capacité à absorber la main-d'œuvre sont très en-deçà des besoins. L'investissement que nécessiterait

la création de centaines de milliers d'emplois est hors de proportion avec les ressources disponibles.

De 1986 à 2000, c'est-à-dire pendant toute la période du *Doi Moi*, les créations d'emplois se font hors secteur public et hors coopératives. La nouvelle politique du *Doi Moi* se traduit donc par un changement radical en ce qui concerne la mobilisation de la main-d'œuvre. En autorisant le secteur privé, que ce soit de grandes entreprises étrangères ou de petites unités familiales, l'Etat a pu résoudre à peu près jusqu'à maintenant la question de l'absorption de la croissance de l'offre de travail.

Les régulations qui ont permis au marché du travail d'intégrer 13 millions de nouveaux arrivants ne pourront cependant pas continuer sur le même modèle que dans la période précédente. Tout d'abord, il est peu probable que les taux d'activité continuent à baisser aussi rapidement chez les jeunes, car les progrès dans la scolarisation vont devenir plus lents. De plus, l'allongement de la durée d'étude ne fait que différer l'entrée des jeunes sur le marché du travail. Elle ne permet pas de relâcher durablement la pression de l'offre de travail. En revanche, elle en modifie la nature, puisque les emplois recherchés par des jeunes ayant faits des études plus longues sont des emplois plus qualifiés.

La baisse d'activité des femmes est, nous l'avons vu, une anomalie probablement passagère. En revanche, les taux d'activité de la partie la plus âgée de la population devraient diminuer encore, mais cela ne libérera que peu d'emplois.

La question la plus préoccupante pour la régulation entre l'offre et la demande de travail reste l'essoufflement du secteur agricole dans son rôle de fournisseur d'emplois. Non seulement l'agriculture ne pourra plus, dans un avenir proche, accroître sa main-d'œuvre, mais elle risque au contraire d'en libérer, créant du même coup une abondante offre de travail dans les autres secteurs.

Avec une pression toujours forte de l'offre de travail, un secteur agricole qui ne remplira plus son rôle d'absorption de la main-d'œuvre, une demande d'emplois plus qualifiés et mieux rémunérés, le Vietnam va devoir mettre en place de nouveaux modes de régulation du marché du travail.

## Conclusion

L'évolution démographique n'est certainement pas la raison qui a amené les dirigeants vietnamiens à adopter une nouvelle politique économique. La raison principale du changement de politique économique est

l'annonce par Gorbatchev, lors d'une visite au Vietnam en 1986, que l'URSS allait cesser de subventionner le Vietnam et que désormais, les échanges entre les deux pays seraient comptabilisés aux valeurs du marché mondial et réglables en devises

Elle est cependant l'un des facteurs d'une situation qui n'était plus maîtrisable dans le cadre de la politique de planification centralisée. Les graves difficultés économiques du Vietnam au début des années 1980 correspondent à une période de taux de dépendance extrêmement élevés que la politique économique de l'après-guerre a contribué à aggraver. L'amélioration des conditions démographiques, par la baisse rapide des taux de dépendance, amène une explosion de l'offre de travail qui nécessite la mobilisation de ressources, notamment de l'épargne, que l'Etat n'est plus en mesure de fournir en l'absence d'aide extérieure. Les réformes du Doi Moi scellent l'échec, au moins provisoire, d'une forme de mobilisation de la main-d'œuvre, surtout par son incapacité à répondre à la croissance de l'offre de travail.

Dès 1979, l'Etat avait autorisé les paysans réunis en coopératives à avoir de petits lopins privés et à en commercialiser le produit. Cependant, le problème était de mettre les ménages à contribution pour la création d'emplois, l'investissement et le financement des services collectifs. C'est seulement en autorisant les activités privées que l'Etat a pu mettre l'épargne des ménages à contribution. Ce changement de politique a eu aussi pour effet d'attirer l'investissement privé étranger, en particulier celui des Vietnamiens de l'extérieur, et d'obtenir une aide publique extérieure considérable.


L'analyse de cette période à travers le prisme de l'évolution démographique permet de mieux saisir la forme et l'importance des contraintes de prise en charge des inactifs et des réponses qui leur sont apportées. Cependant, les changements de structure par âge de la population, s'ils peuvent avoir un effet favorable sur la croissance économique, n'expliquent pas cette dernière. Le point crucial est plutôt celui de la mise au travail de la population, à travers un ensemble de mécanismes institutionnels et culturels, en partie régulés par la politique économique. L'histoire économique du Vietnam ces vingt dernières années montre que le *bonus démographique* n'est bénéfique que si les formes de mobilisation de la main-d'œuvre sont adaptées. Il faut donc dépasser les explications mécaniques uniquement démographiques, et les insérer dans un faisceau de phénomènes économiques et sociaux pour tenter de comprendre l'évolution du travail et son impact sur le développement économique.



## Bibliographie

- BANISTER J., (1994), *Vietnam Population Dynamics and Prospects*, Institute of East Asian Studies, University of California, Berkeley.
- BARRO R. et SALA-I-MARTIN (1993), *Economic Growth*, Mc Graw Hill.
- BÉLANGER D., OUDIN X., (2002), « Women at Work, Women at Home : *Doi Moi*, Work and Gender in Viet Nam », Communication présentée au séminaire régional IUSSP, Bangkok, juin 2002.
- BLANCHET D., (1991), « Modélisation démo-économique. Conséquences économiques des évolutions démographiques », *Travaux et documents*, Cahier n°30, INED.
- BLOOM D. ET WILLIAMSON J., (1999), « Demographic Transitions and Economic Miracles in Emerging Asia », *The World Bank Economic Review*, vol. 12, n°3.
- CENTRAL CENSUS STEERING COMMITTEE, (2000), *1999 Population and Housing Census, Sample Results*, The Gioi Publishers, Hanoi.
- COALE A.J., HOOVER E.M., (1958), *Population, Growth and Economic Development in Low Income Countries : a case study of India's prospects*, Princeton University Press, Princeton.
- DAO THE TUAN, (1998), « Les transformations rurales au Vietnam », in Cuong Le Van et Mazier J. (eds), *L'économie vietnamienne en transition*, L'Harmattan.
- FNUAP, (2002), *L'état de la population mondiale, 2002. Population, pauvreté, potentialités*, UNFPA, New-York.
- GOUROU P., (1936), *Les paysans du delta tonkinois*, Mouton.
- GSO (General Statistical Office), (annuel), *Statistical Yearbook*, Statistical Publishing House, Hanoi.
- GSO, (2001), *Population and Housing Census Vietnam 1999, Completed Census Results*, Statistical Publishing House, Hanoi.
- GSO, (1990), *Statistical Data for 1976-1989*, Statistical Publishing House, Hanoi.
- GSO, (1981), *So Lieu Thong Ke 1976-1980*, Statistic. Publ. House, Hanoi.
- GSO, State Planning Committee, (1999), *Vietnam Living Standard Survey (VLSS) 1997-1998*, Statistical Publishing House, Hanoi

- OGAWA N., JONES G.W., WILLIAMSON J.G., ( eds), (1993), *Human Resources in Development along the Asia-Pacific Rim*, Oxford University Press.
- LOUDIN X., (2002), « Activité et croissance : une réflexion à partir de l'exemple de la Thaïlande », in Lamotte B. et Mounier A. (coord.) : *Transformations du travail et croissance économique*, Collection « Travail et Mondialisation », L'Harmattan.
- LOUDIN X., (1998), « Le développement du marché du travail au Vietnam », in Benali D., Bsais A., Guillaumont P. et al. (eds) : *Développement et transition vers l'économie de marché*, Editions de l'agence universitaire de la francophonie, Montréal.
- PHAM THUY HONG et VU HOANG NGAN, (2000), « Evolution de la pyramide des âges », in Gubry P. (dir.) : *Population et développement au Vietnam*, Karthala –CEPED.
- SAUVY A., (1963), *Théorie générale de la population*, Presses Universitaires de France (1<sup>ère</sup> édition : 1952).
- UNDP, (2001), *National Human Development Report 2001*, UNDP, Hanoi.
- TODARO M. P., (1980), *Internal migration in developing countries : A review of theory, evidence, methodology and research priorities*, A WEP study, ILO, Geneva.
- VIENNE M.S. DE, (1994), *L'économie du Viêt-Nam (1955-1995). Bilan et perspectives*, Notes africaines, asiatiques et caraïbes, CHEAM, Paris.
- VO NHAN TRI, (1967), *Croissance économique de la République Démocratique du Vietnam*, Editions en langues étrangères, Hanoi.
- VO NHAN TRI, (1992), *Vietnam's economic policy since 1975*, Institute of Southeast Asian Studies, Singapore.
- VU QUI NHAN, NGUYEN PHUONG LAN, (2000), « Les politiques démographiques : aspects institutionnels », in Gubry P. (dir.) : *Population et développement au Vietnam*, Karthala –CEPED.
- World Bank, (1993), *The East Asian Miracle : Economic Growth and Public Policy*, Oxford University Press.
- WILLIAMSON J.G., (1993), « Human Capital Deepening, Inequality, and Demographic Events along the Asia-Pacific Rim », in OGAWA N., JONES G.W., WILLIAMSON J.G., (eds) : *Human Resources in Development along the Asia-Pacific Rim*, Oxford University Press.

The book cover features a central world map in a light, textured color. Surrounding the map are several hands in various poses and activities: a hand typing on a keyboard at the top, a hand holding a pen on the left, a hand holding a pair of scissors on the right, and a hand holding a screwdriver on the left. The background is a dark, muted blue-grey. The text is centered over the map.

Sandrine Michel  
Xavier Oudin (Eds)

*La mobilisation  
de la  
main-d'œuvre*

**< Collection Travail et Mondialisation >**

L'Harmattan

**SANDRINE MICHEL et XAVIER OUDIN**  
**(Editeurs)**

**LA MOBILISATION**  
**DE LA MAIN-D'ŒUVRE**

**L'Harmattan**  
5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique,  
75005 Paris  
**FRANCE**

**L'Harmattan Hongrie**  
Hargita u. 3  
1026 Budapest  
**HONGRIE**

**L'Harmattan Italia**  
Via Bava, 37  
10214 Torino  
**ITALIE**

© L'Harmattan, 2003  
ISBN : 2-7475-4845-7

# ***La mobilisation de la main-d'œuvre***

Cet ouvrage reprend des contributions au colloque tenu à Montpellier en décembre 2000 par l'Institut de Recherche pour le Développement et la Faculté des Sciences Economiques de l'Université de Montpellier I, sur le thème de la mobilisation de la main-d'œuvre.

Le processus de mobilisation de la main-d'œuvre est compris comme l'ensemble des moyens économiques, sociaux et institutionnels utilisés pour la mise au travail, pour définir les rapports de travail et pour fixer la main-d'œuvre. Le concept de mobilisation de la main-d'œuvre élargit le schéma classique de l'offre et de la demande de travail et ouvre l'analyse en intégrant les rapports sociaux qui sous-tendent un système économique.

Cette manière d'aborder le marché du travail permet d'appréhender des formes variées de travail, qui co-existent dans un même système économique, et évoluent avec ce système. Les contributions de cet ouvrage analysent différents aspects de la mobilisation de la main-d'œuvre en France, au Chili, au Mexique, au Vietnam, en Algérie, proposant ainsi des problématiques qui ne sont prisonnières ni d'un contexte économique ni d'une époque.

Ont participé à cet ouvrage :

Laurence BARALDI, Azzedine BOUSLIMANI,  
William CAVESTRO, Christine DURIEUX,  
Agustin ESCOBAR LATAPI, Bruno LAMOTTE,  
Sandrine MICHEL, Cecilia MONTERO CASASSUS,  
Abdallah NOUROUDINE, Xavier OUDIN,  
Jean PAPAIL, Michel VERNIÈRES



ISBN : 2-7475-4845-7

16,50 €